

Compte rendu Grand Débat National

Jeudi 21 février 2019 –Salle des Fêtes de Sainte Foy d’Aigrefeuille

A l’invitation de Monsieur le Maire, Daniel RUFFAT, une réunion d’initiative locale s’est tenue le jeudi 21 février 2019 à 20h15 à la salle des fêtes de Sainte Foy d’Aigrefeuille en présence d’une cinquantaine de personnes, dont le Député de la circonscription, Monsieur Sébastien NADOT.

Dans le respect de la charte, la municipalité a fait appel à un intervenant extérieur pour assurer la neutralité des débats et animer la soirée. Ce dernier a mis en place quatre ateliers représentant les thématiques proposées par le Président de la République, Monsieur Emmanuel MACRON, à savoir :

- *La fiscalité et les dépenses publiques*
- *La démocratie et la citoyenneté*
- *L’organisation de l’Etat et des services publics*
- *La transition écologique*

Des groupes composés de 10 à 12 personnes ont pu évoluer d’atelier en atelier par ½ heure, afin d’échanger et de s’exprimer sur les thématiques proposées, dont les propositions et idées ont été consignées sur un tableau par un participant rapporteur. L’expression des participants est restée libre. En fin de soirée vers 23h30, tous les participants ont été rassemblés pour faire le point sur le déroulement de la réunion, discuter des constats et propositions évoqués, ou apporter un commentaire personnel. L’ambiance de la soirée fut conviviale et chaleureuse ; elle s’est déroulée dans un esprit de respect des opinions de chacun.

La liste des propositions ci-après démontre la maturité des habitants qui ont participé à ce débat. Il faut en particulier souligner le caractère général et non local des propositions, répondant en cela aux objectifs d’une telle réunion.

Il y a lieu de remercier tous les citoyens qui ont participé à ce débat et à les féliciter pour l’intérêt qu’ils ont manifesté à cette occasion pour les affaires publiques de notre pays et pour la qualité des échanges dont ils ont su faire preuve.

Le dépouillement des diverses idées exprimées sur les tableaux disposés a été réalisé comme suit :

- *Retranscription fidèle de l’ensemble des idées exprimées ; le phrasé a été revu dans certains cas pour une meilleure compréhension (verbe en début de phrase par exemple),*
- *Tri par groupe d’idées exprimées, en regroupant celles-ci par thème pour en faciliter la lecture (aucune idée exprimée n’a été supprimée)*

Fiscalité et Dépenses Publiques

Dépenses Publiques

- *Rendre l'Etat exemplaire en termes de salaires des hauts fonctionnaires et par voie de conséquence, baisse des salaires des hauts fonctionnaires de l'Etat par souci d'exemplarité ; cette proposition est également valable pour les indemnités des élus,*
- *Mettre en œuvre réellement l'égalité salariale Hommes et Femmes,*
- *Hiérarchiser les recettes publiques pour les affecter en priorité vers les hôpitaux, la sécurité publique et l'éducation,*
- *Rendre transparent et informer sur l'utilisation par les pouvoirs publics de l'argent collecté,*
- *Créer un site internet accessible à tous pour référencer l'intégralité des dépenses publiques,*
- *Optimiser les patrouilles des forces de l'ordre (Police, gendarmerie) : pourquoi circulent-ils par 3 ou 4 ? la limitation à 1 ou 2 permettrait d'augmenter le nombre de tournées (modèle américain).*

Services Publics

- *Adapter les aides sociales et autres en fonction des revenus,*
- *Faire de la pédagogie sur les coûts des services publics : les services publics ont une valeur pour tous les citoyens et donc un coût,*
- *Interroger les citoyens sur la hiérarchisation et les priorités à donner en matière de services publics (éducation, police, défense, hôpitaux et postes),*
- *Multiplier les MSAP (Maison des services aux publics) pour rendre les services publics plus visibles et plus utiles,*
- *Rationaliser / optimiser les coûts des services publics : compromis entre proximité des services publics et du degré de leurs mises à disposition (compétences),*
- *Utiliser les compétences des retraités en tant que bénévoles pour aider à la gestion de certains services communaux notamment,*
- *Etablir ou compléter les cours sur la citoyenneté existant dans les collèges.*

Fiscalité des sociétés

- *Supprimer le CIR (Crédit Impôt Recherche) pour les entreprises, considéré comme une niche, combattre l'évasion fiscale : lutter pour l'impôt lié à la nationalité ; faire payer les nationaux sur base des revenus perçus à l'étranger (modalités restant à définir) et ce pour les particuliers et les entreprises (selon le modèle en vigueur aux Etats Unis),*
- *Faire des économies sur les aides aux entreprises grâce à un contrôle renforcé de leur utilisation,*
- *Fixer et appliquer une taxe GAFSA aux entreprises implantées en France et dont les revenus sont majoritairement comptabilisés hors de France et la fixer à 9% (sans plus de précision sur la base de calcul : modalités restant à préciser),*

- *Harmoniser la fiscalité en Europe pour une plus juste concurrence entre les états de l'U.E. que ce soit pour les entreprises mais également pour les particuliers,*
- *Modifier le CICE en définissant des critères pour favoriser les petites entreprises (le CICE est principalement basé sur le nombre d'employés),*
- *Récupérer réellement les aides de l'Etat en cas de délocalisation des industries hors de France.*

Fiscalité des particuliers

- *Mettre en place un impôt progressif et non plus par tranche ; les moyens techniques et informatiques actuels à disposition de l'état doivent le permettre,*
- *Mais limiter cependant la progressivité de l'Impôt progressif à un taux d'imposition de l'ordre de 60% et individualisé,*
- *Optimiser la fiscalité pour un foyer fiscal d'une seule personne,*
- *Faire participer tous les ménages à l'impôt en fonction de leurs revenus dès le premier euro,*
- *Augmenter le degré de justice sociale et donc de la fiscalité,*
- *Ne pas appliquer (refus) une taxe sur les plus-values sur la résidence principale,*
- *Réintroduire une forme d'ISF en y incorporant le patrimoine différemment pour plus de justice sociale : exemple éviter de pénaliser des ménages possédant des résidences principales dans des lieux de villégiature très renommés,*
- *Rétablir un ISF plus juste ou tout autre système d'imposition similaire pour une efficacité économique optimisée et démontrable,*
- *Supprimer les niches fiscales,*
- *Taxer davantage la spéculation financière pour plus de justice sociale*

TVA

- *Appliquer de manière générale une baisse de la TVA,*
- *Appliquer une baisse de la TVA ou TVA réduite sur les produits de première nécessité,*
- *Répartition entre les montants des taxes (TVA en particulier) et l'impôt sur le revenu à revoir pour plus de justice fiscale entre les plus fragiles des citoyens et les plus favorisés,*

Taxe d'Habitation

- *Supprimer la Taxes d'Habitation pour tous les foyers fiscaux,*
- *Rendre totalement transparentes les règles qui régissent la détermination de la valeur locative d'un bien qui elle constitue la base de la Taxe d'Habitation et de la Taxe Foncière,*

Organisation de l'Etat et des services publics

Organisation proprement dite

- *Remettre à plat du modèle de décentralisation des services publics,*
- *Simplifier l'organisation des Territoires,*
- *Réduire le mille-feuille territorial,*

- *Repositionner le Conseil Départemental dans l'organisation de l'Etat : Peut-on envisager sa disparition ?*
- *Revoir la répartition des compétences entre les niveaux des Collectivités Territoriales pour les rendre plus cohérentes : exemple l'éducation publique dont les responsabilités et surtout les coûts sont répartis entre la région, les départements, les communautés de communes et les communes selon le degré : garderie, écoles maternelles et primaires, secondaires et lycées,*
- *Diminuer la lourdeur des procédures administratives : un projet qui dure 6 mois dans le privé dure 3 ou 4 ans dans le public,*
- *Favoriser et supporter les initiatives locales en matière de services publics,*

Accès aux Services Publics

- *Arrêter les fermetures de sous-préfectures dans la mesure où ces suppressions contribuent à éloigner les citoyens des services publics,*
- *Décentraliser les fonctionnaires publics au niveau local,*
- *Développer les centres administratifs,*
- *Favoriser l'accès aux services publics dans les communes,*
- *Garder la possibilité d'avoir un contact humain direct en cas de besoin dans le cadre du développement du numérique dans le service public,*
- *Permettre l'accès aux services publics en zone rurale ou dans certains secteurs s'ils sont inexistantes,*
- *Revisiter les critères d'accès aux services, par exemple crèches communales et centres aérés,*
- *Viser à avoir dans chaque mairie un interlocuteur des services publics,*
- *Généraliser l'aide aux personnes en situation de handicap,*

Contenu et notion de Services Publics

- *Reconcentrer l'Etat sur ses missions régaliennes tout comme les Collectivités Territoriales à quelque niveau que ce soit,*
- *Redéfinir la notion même de service public et ses priorités par exemple en les recentrant sur ses fonctions essentielles,*
- *Recentrer réellement les débats publics sur le bien-être des citoyens et ne pas faire semblant,*
- *Améliorer la formation des fonctionnaires sur leurs droits et devoirs, en particulier en matière de neutralité et de respect de l'égalité des usagers,*
- *Diminuer le nombre des fonctionnaires et limitation en âge,*

Droits et Devoirs des élus

- *Rendre transparent le montant des indemnités des élus,*
- *Rendre obligatoire la présence des parlementaires et justification des absences,*
- *Limiter le nombre de mandats des élus, que ce soit dans la dimension temps comme pour la dimension espace (cumul de mandats simultanés),*

- Réduire le nombre de députés et de sénateurs,
- Rendre effectif le non cumul des mandats et limitation de leur nombre,
- Rendre les indemnités des élus proportionnelles en fonction de leur assiduité aux séances de la chambre des députés et utiliser le même système pour tous les élus à quelque niveau que ce soit,
- Lier le paiement des indemnités des élus à leur présence effective,
- Supprimer les avantages et les indemnités des anciens Présidents de la République,
- Supprimer les indemnités individuelles des élus,
- Supprimer les logements de fonction et les indemnités de transport pour les députés et autres hauts fonctionnaires,
- Donner à la chambre régionale des comptes des pouvoirs plus étendus pour leur permettre d'auditer, voire de sanctionner les collectivités territoriales quant à leur gestion,

Inclassable

- Moins d'arnaques au gouvernement,

Transition Ecologique

Mesures liées à l'optimisation des coûts

- Développer une vraie filière écologique de traitement des déchets,
- Développer la méthanisation des déchets ménagers,
- Relancer la réparation des appareils électroménager,
- Fournir aux citoyens la justification de l'utilisation des fonds récoltés au nom de la taxe écologique en justifiant la raison de cette collecte,
- Diminuer l'éclairage public pendant la nuit et/ou avec un détecteur de présence,
- Utiliser l'énergie solaire dans les communes,
- Développer et mettre en pratique l'éco-conception des bâtiments publics ou privés,
- Engager des actions d'éducation à l'économie d'énergie partout : écoles, particuliers, entreprises, etc... et sensibiliser les entreprises en vue de limiter le gaspillage,
- Imposer dans le code des marchés publics une pondération sur un critère écologique,

Amélioration des Transports

- Définir une politique de transport cohérente en travaillant à l'échelle départementale et dépassant les limites d'une métropole et d'une EPCI,
- Favoriser les transports écologiques,
- Développer les transports en commun,
- Oser la gratuité des transports en commun,
- Développer et organiser un système d'auto-stop en milieu péri-urbain avec des points relais locaux,
- Développer le co-voiturage et financer la création de zones de parkings dédiés au co-voiturage,
- Recenser au niveau local les besoins en transport notamment vers les grandes entreprises de la région en vue de favoriser le principe d'auto-partage,

- Améliorer le maillage du territoire avec de petits véhicules de transport en commun voire grâce à des véhicules à propulsion électrique,
- Relancer la filière des véhicules au gaz naturel,
- Encourager l'achat de vélos électriques par des aides de l'Etat,
- Développer les voies cyclables.

Révision des Aides de l'Etat liées la transition écologique

- Eu lieu et place des Crédits d'impôts sur les subventions tendant à optimiser l'impact écologique, faire en sorte que l'état verse directement ces subventions aux particuliers ; en effet, certaines personnes n'ont pas les moyens d'avancer les montants des subventions pendant des mois,
- Développer un système de modulation des coûts de l'immobilier en fonction de l'éloignement du lieu de travail,
- Améliorer l'aide de l'Etat pour l'isolation des bâtiments en la modulant en fonction des revenus des foyers fiscaux et des entreprises favorisant ainsi l'industrie européenne.

Politique du transport par rail

- Inciter au ferroutage et le mettre en place sur les grands axes routiers,
- Développer des voies à grande vitesse pour les poids lourds
- Remettre en service les petites gares et les lignes de chemins de fer locales en vue de privilégier le transport des personnes par rail en lieu et place des automobiles individuelles,
- Développer le train pour tous dans le cadre des transports journaliers.

Mesures fiscales et Divers pour accompagner la transition écologique

- Taxer les gros pollueurs,
- Interdire les courses automobiles de type F1 et/ou rallye,
- Limiter certaines importations de produits très consommateurs en énergie,
- Consommer local.

Démocratie et Citoyenneté

Organisation électorale

- Comptabiliser réellement les votes blancs dans toutes les élections d'élus avec un seuil de votes blancs à ne pas dépasser sous peine d'annulation de l'élection,
- Rendre le vote obligatoire tout en prenant en compte le vote blanc,
- Rendre le vote obligatoire sous peine de sanctions appropriées à définir ; certains participants signalent que l'application de ce principe serait illégale selon la constitution française actuelle,
- Instaurer la proportionnelle partielle selon les uns ou même totale pour d'autres,
- Valider une élection seulement si le nombre des votes exprimés est supérieur aux votes blancs
- Utiliser des jours ouvrés pour les élections en lieu et place des dimanches

- *Limiter le nombre de mandats successifs, le nombre de cumuls de mandats simultanés et des indemnités afférentes,*
- *Mettre en place des élections de députés tous les deux ans par tiers de manière à renouveler la chambre des députés tous les 6 ans en se basant sur le modèle américain,*
- *Mettre une limite d'âge pour les élus,*
- *Ne pas synchroniser le calendrier électoral des législatives avec celui de l'élection présidentielle,*
- *Planifier l'élection législative à mi-mandat par rapport à la Présidentielle,*
- *Revenir au septennat pour le mandat Présidentiel*
- *Restaurer la prestation de serment du Président de la République pour défendre les intérêts de la France et des français.*

Contrôle du travail des Elus

- *Evaluer de manière régulière la performance des élus par rapport à la réalisation de leur programme,*
- *Obliger les élus à s'en tenir à la mise en œuvre de leur programme,*
- *Rendre obligatoire les informations concernant la permanence des députés.*

Démocratie Participative

- *Changer la forme de démocratie dans un sens participatif, avec par exemple tirage au sort des représentants du peuple à l'assemblée nationale,*
- *Etablir un vote d'assentiment des citoyens sur les projets locaux,*
- *Faire des référendums locaux sur les problèmes locaux au niveau communal,*
- *Introduire un contrôle par le peuple à mi-mandat,*
- *Mise en place du Référendum d'Initiative Citoyens (RIC) sans précision quant aux modalités d'application mais selon certains, nécessitant un encadrement très sérieux et complet notamment concernant les règles d'appel à RIC,*
- *Rendre la constitution modifiable par référendum,*
- *Travailler avec les milieux associatifs et valoriser le bénévolat.*

Information et Rappel des lois

- *Appliquer les lois de défense des citoyens face à l'incivilité y compris pour ce qui est des élus,*
- *Donner des notions de droit constitutionnel à l'école,*
- *Introduire l'apprentissage du droit constitutionnel pour les fonctionnaires,*
- *Mettre en œuvre toutes les lois votées et en particulier des décrets d'application dans un délai raisonnable,*
- *Rendre obligatoire un stage d'apprentissage du droit français pour les personnes qui sollicitent un permis de séjour ou une nationalisation avant délivrance de ces pièces,*
- *Ne pas donner aux préfets les prérogatives de décision d'application de la loi anti-casseurs,*
- *Renforcer l'éducation à la citoyenneté dans le système scolaire et en faire une matière principale au même titre que le Français et les Mathématiques notamment,*
- *Simplifier les lois.*

Inclassable

- Refuser toute modification de la loi de 1905 concernant la laïcité,
- Démocratie locale/panachage / 3 500 h,
Probablement, revenir au système de panachage pour les municipales comme ce qui existe dans les communes de moins de 1 000 habitants en remontant le seuil du nombre d'habitants (3 500 habitants) pour déterminer les communes où un tel mode de scrutin serait utilisé.

Propositions déposées dans l'urne disposée à cet effet dans la salle

(hors tables rondes)

- Relancer une politique familiale, levier de croissance,
- Supprimer l'impôt pour les familles nombreuses (3 enfants et plus),
- Introduire un contrôle par le peuple (électeurs) en cours de mandat Présidentiel,
- Renouveler la chambre des représentants par tiers avec l'organisation d'élections partielles tous les deux ans tout en revenant au septennat pour la Présidentielle,
- Revenir aux bouteilles en verres consignées (halte aux plastique).